



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Nous-vivons-une-dictature>

Copenhague

« Nous vivons une dictature impériale... »

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 2010 à nos jours - Année 2010 - N° 1105 - janvier 2010 -

Date de mise en ligne : dimanche 31 janvier 2010

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Dés le début, les représentants des pays "du Sud" ont eu beaucoup de mal à avoir la parole. Le 16 décembre, apprenant qu'un mystérieux document circule, le Président de la République Bolivarienne du Venezuela, Hugo CHAVEZ Frías y est parvenu. Édifiant tant par sa simplicité que par sa vivacité, son discours n'a pas eu l'honneur des grands médias, alors qu'il témoigne de la pauvreté des peuples déshérités et de leur détermination à dénoncer la source de leur détresse. Voici des extraits de sa traduction officielle :

...Permettez-moi un commentaire initial qu'il faut prendre comme faisant parti des points préalablement soulevés par les délégations du Brésil, de la Chine, de l'Inde, et de la Bolivie : nous demandions la parole, mais nous n'avons pas pu l'avoir. La représentante de la Bolivie a dit, (j'ai pris note) : « Le texte présenté n'est pas démocratique, il n'est pas "inclusif" ». J'arrivais à peine quand j'ai entendu la Ministre qui présidait la séance précédente dire qu'il y avait là un document que personne ne connaît. J'ai demandé ce document, et nous ne l'avons pas encore. Je crois que personne ne sait rien de ce document, il est "top secret". Alors, Mesdames et Messieurs, est-ce que nous sommes dans un monde démocratique ? Est-ce que le système mondial est "inclusif" ? Pouvons-nous attendre quelque chose de démocratique, "d'inclusif" du système mondial actuel ? Ce que nous vivons sur cette planète est une dictature impériale, que nous ne cessons pas de dénoncer. À bas la dictature impériale et que vivent les peuples, la démocratie et l'égalité sur cette planète ! (Applaudissements).

Ce que nous voyons ici est le reflet de cette dictature : l'exclusion. Il y a un groupe de pays qui se croient supérieurs à nous, ceux du Sud, à nous le Tiers Monde, à nous les sous-développés, ou comme dit mon grand ami Eduardo Galeano, à nous les pays écrasés comme par un train qui nous aurait roulé dessus au cours de l'Histoire.

Là, dehors, il y a beaucoup de gens. Le savez-vous ? Il est évident qu'ils ne tiendraient pas dans ce salon. Mais j'ai lu dans la presse qu'il y a eu de nombreuses arrestations et des détentions, d'intenses protestations dans les rues de Copenhague. Je veux saluer tous ces gens, la plupart d'entre eux sont des jeunes, qui sont là, dehors (Applaudissements). Certes, ces jeunes gens sont, je crois, beaucoup plus préoccupés que nous, et à juste raison, par l'avenir du monde... On pourrait dire, paraphrasant Marx, « Monsieur le Président un fantôme parcourt Copenhague »... Je crois que ce fantôme marche en silence dans cette salle, il passe entre nous, prend les couloirs, sort par dessous, remonte. Ce fantôme est si épouvantable que presque personne ne veut le nommer. Ce fantôme, c'est le capitalisme ! (Applaudissements). Presque personne ne veut prononcer son nom...

Les peuples rugissent, là, dehors. Seront-ils entendus ? Des slogans sont peints dans les rues, je les ai lus, et il y en a deux que j'ai notés, deux slogans puissants parmi d'autres. L'un est : « Ne changez pas le climat, changez le système » (Applaudissements). Je prends cette phrase pour nous : ne changeons pas le climat, mais changeons le système et alors nous commencerons à sauver la planète. Car le capitalisme, ce modèle de développement destructeur est en train d'en finir avec la vie, il menace d'en finir avec l'espèce humaine. L'autre slogan pousse également à la réflexion, il est très en phase avec la crise bancaire qui a secoué le monde et qui le frappe encore par la manière dont les pays riches du Nord ont aidé les grandes banques..., bon, j'ai perdu le chiffre, mais c'est astronomique. Ils disent dans les rues : « Si le climat était une banque, ils l'auraient déjà sauvé ». Et je crois que c'est vrai ! (Applaudissements).

Je crois qu'Obama n'est pas arrivé. Il a reçu le Prix Nobel de la Paix presque le jour même où il envoyait encore 30.000 soldats pour tuer des innocents en Afghanistan ! ...Les États-Unis ont la petite machine pour faire des dollars et ils ont sauvé..., bon, ils croient avoir sauvé, ... les banques et le système capitaliste. Bien, je ferme la parenthèse...

J'ai eu la curiosité de connaître H.Kempf, auteur du livre Comment les riches détruisent la planète. Il reprend ce que le Christ a dit : « Il sera plus facile de faire passer un chameau dans le chas d'une aiguille, que de faire entrer un riche dans le royaume des cieux » (Applaudissements). Oui, les riches détruisent la planète. Est-ce que cela veut dire qu'ils pensent partir ailleurs quand ils auront détruit ici ? Ont-ils des plans pour partir sur une autre planète ? Kempf dit : « Nous ne pourrions pas réduire la consommation matérielle au niveau mondial si nous ne faisons pas en sorte que les puissants descendent de quelques marches, et si nous ne combattons pas l'inégalité ; il est nécessaire d'avoir en tête le principe de base écologiste, si utile à l'heure de prendre conscience : penser globalement et agir localement ; ajoutons-y le principe qu'impose la situation : moins consommer et mieux distribuer ». Je crois que c'est un bon conseil. Car, Monsieur le Président, le changement climatique est sans doute le problème environnemental le plus dévastateur de ce siècle : inondations, sécheresses, orages violents, ouragans, dégel des glaciers, montée du niveau moyen de la mer, acidification des océans, vagues de chaleur, tout cela accentue l'impact des crises globales qui nous frappent.

L'activité humaine dépasse le seuil de "soutenabilité", elle met en danger la vie sur la planète ; mais face à cela aussi, nous sommes profondément inégaux, je tiens à le rappeler. Les 500 millions de personnes les plus riches (cinq cents millions !) c'est 7 %, sept pour cent, seven percent, de la population mondiale. Ces 7 %-là sont responsables, ces 500 millions de personnes les plus riches, sont responsables de 50 % des émissions polluantes, tandis que les 50 % les plus pauvres ne sont responsables que de seulement 7 % des émissions polluantes. C'est là-dessus que je veux attirer l'attention.

Il est un peu bizarre de placer les États-Unis et la Chine sur le même plan. Les États-Unis ont environ 300 millions d'habitants ; la Chine en a presque cinq fois plus. Les États-Unis consomment plus de 20 millions de barils de pétrole chaque jour, la Chine arrive à peine à 5 ou 6 millions de barils quotidiens. On ne peut donc pas leur demander la même chose. C'est cela qu'il va falloir discuter, je le crains.

Il faut que nous, les chefs d'États et de gouvernements, il faut que nous arrivions à nous asseoir et discuter vraiment, vraiment, de ces sujets.

Monsieur le Président, 60 % des écosystèmes de la planète sont abîmés, 20 % de l'écorce terrestre est dégradée. Nous sommes les témoins impassibles de la déforestation, de la transformation des terres, de la désertification, de l'altération des cours d'eau douce, de la surexploitation des ressources de la mer, de la contamination et de la perte de la diversité biologique. L'utilisation exacerbée de la terre dépasse de 30 % sa capacité de régénération. La planète perd sa capacité de s'autoréguler. Cela, la planète le perd ; chaque jour sont produites plus d'ordures qu'on ne peut en résorber.

La survie de notre espèce martèle la conscience de l'humanité. Mais malgré l'urgence, voilà que deux ans de négociations se sont déjà écoulés avant de conclure une deuxième période de compromis...

Et ce rendez-vous auquel nous assistons se terminera sans accord réel et significatif.

Sur ce texte, qui vient d'on ne sait où, comme l'a souligné le représentant chinois, nous, le Venezuela et les autres pays de l'ALBA, nous disons et nous répétons que nous ne l'acceptons pas, pas plus qu'aucun autre texte ne provenant pas des groupes de travail,... c'est-à-dire de ces textes légitimes qui étaient discutés avec tant d'intensité durant ces dernières années, puis ici depuis des heures... Il ne me semble pas normal que sorte un document « qui vient de nulle part ».

L'objectif, scientifiquement soutenable pour la réduction des émissions de gaz polluants, est d'obtenir un accord de coopération à long terme, et, aujourd'hui, à cette heure, et pour l'instant, on dirait bien que cela semble avoir échoué. Pour quelle raison ? Sans aucun doute à cause de l'attitude irresponsable et du manque de volonté politique des nations les plus puissantes de la planète... Il s'agit bien d'une attitude irresponsable, d'avancées, de reculs, d'exclusion, d'une manière élitiste d'aborder un problème qui se pose à tous et que nous ne pourrions résoudre que tous ensemble. Le conservatisme politique, et l'égoïsme des gros consommateurs des pays les plus riches dénotent une grande insensibilité et un manque de solidarité envers les plus pauvres, les affamés, les plus vulnérables aux maladies et aux catastrophes naturelles.

Un nouvel accord, unique et applicable, est indispensable. Un accord unique, appliqué à des parties absolument inégales, par l'ampleur de leurs contributions et de leurs capacités économiques, financières et technologiques ; et un accord basé sur le strict respect des principes inscrits dans la Convention.

Les pays développés devraient établir des compromis inaliénables, clairs et concrets, pour la diminution substantielle de leurs émissions, et assumer les obligations d'assistance financière et technologique aux pays pauvres pour qu'ils puissent faire face aux dangers résultant du changement climatique. En ce sens, la singularité des États insulaires et des pays les moins développés devrait être pleinement reconnue.

Mais, Monsieur le Président, le changement climatique n'est pas le seul problème qui affecte aujourd'hui l'humanité ; d'autres fouets et d'autres injustices nous guettent, le fossé qui sépare les pays riches et pauvres n'a cessé de s'agrandir, malgré tous les "Objectifs du Millénaire" et malgré le Sommet de Monterrey sur le financement. Comme l'a dit ici le Président du Sénégal, en énonçant une grande vérité, tous ces sommets sont des promesses, des promesses et des promesses inaccomplies, et le monde continue sa marche destructrice . Le total des revenus des 500 individus les plus riches du monde est supérieur au total des revenus des 416 millions des personnes les plus pauvres. 2,8 milliards de personnes vivent dans la pauvreté. Cela représente 40 % de la population globale... Aujourd'hui, c'est environ 9,2 millions d'enfants qui, chaque année, meurent avant d'atteindre leur cinquième année, 99,9% de ces morts vivent dans les pays pauvres, où le taux de mortalité infantile est de 47 morts pour 1.000 naissances, alors qu'il est descendu à 5 pour 1.000 dans les pays riches... S'ajoutent 1.100 millions d'habitants qui n'ont pas accès à l'eau potable ; 2.600 millions sans service d'assainissement ; plus de 800 millions d'analphabètes et 1.020 millions de personnes affamées. Voilà la scène du monde.

Maintenant, quelle en est la cause ? Ne fuyons pas les responsabilités, parlons de la cause, ne fuyons pas la profondeur de ce problème. La cause de tout ce panorama désastreux, de ce système destructif fondé sur le capital, c'est le capitalisme.

Ici, il y a une citation que je veux, brièvement, vous lire : elle est de ce grand théologien de la Libération, Leonardo Boff... il dit : « Quelle est la cause ? Ah ! la cause, c'est le rêve de chercher le bonheur à travers l'accumulation matérielle et le progrès sans fin, en utilisant pour cela la science et la technique, avec lesquelles toutes les ressources de la Terre peuvent être exploitées sans bornes », et il cite Darwin et sa sélection naturelle, la survie des plus forts... ils survivent sur les cendres des plus faibles.

Jean-Jacques Rousseau... disait : « Entre le fort et le faible, la liberté oppresse ». C'est pour cela que l'empire parle de liberté, c'est la liberté pour opprimer, pour envahir, pour assassiner, pour anéantir, pour exploser, c'est sa liberté. Et Rousseau ajoute cette phrase salvatrice : « Seule la loi libère ». Si plusieurs pays jouent à « ici, pas de document (secret) », c'est précisément parce qu'ils ne veulent pas de loi, ils ne veulent pas de norme, parce que l'absence de

norme leur permet de jouer leur liberté exploitante, leur liberté irrésistible. Faisons un effort, pressons-nous, pour que sorte d'ici un compromis, que l'on sorte un document qui engage les pays les plus puissants de la Terre ! (Applaudissements).

Président, je vous demande : Leonardo Boff, le connaissez-vous ? Je l'ai rencontré il y a peu, au Paraguay, et je l'ai beaucoup lu. Il pose cette question : « Une Terre finie peut-elle supporter un projet infini ? » Or la thèse du capitalisme, c'est un développement infini, c'est un modèle destructif. Boff demande qu'est-ce que nous pourrions attendre de Copenhague ? À peine cette simple confession : tels que nous sommes, nous ne pouvons pas continuer. Alors, allons-nous changer de direction ? Faisons-le, mais sans cynisme, sans mensonges, sans doubles calendriers, et sans ces documents "venus de nulle part".

Jusqu'à quand, nous demandons-nous depuis le Venezuela... allons-nous permettre de telles injustices et inégalités ? Jusqu'à quand allons-nous tolérer l'actuel ordre économique international et ces mécanismes de marché ? Jusqu'à quand allons-nous permettre que de grandes épidémies comme le Sida frappe des populations entières ? ...Jusqu'à quand allons-nous permettre que des millions d'enfants continuent de mourir de maladies guérissables ? Jusqu'à quand allons-nous permettre des conflits armés qui massacrent des millions d'êtres humains innocents, pour s'approprier le pouvoir sur les ressources d'autres peuples ? Nous, les villages du monde, nous demandons aux empires, à ceux qui veulent continuer à dominer le monde et nous exploiter : « Arrêtez les agressions et les guerres ! » Plus de bases militaires impériales... ! Construisons un ordre économique et social plus juste et équitable. Éradiquons la pauvreté. Arrêtons tout de suite les hauts niveaux d'émission, freinons la dégradation de l'environnement et évitons la grande catastrophe du changement climatique. Intégrons-nous dans le noble objectif d'être tous plus solidaires !

Monsieur le Président, il y a presque deux siècles, un vénézuélien universel, libérateur de nations et précurseur de consciences, a laissé pour la postérité un apophtegme empli de volonté : « Si la nature s'oppose, nous lutterons contre elle et nous ferons qu'elle nous obéisse ». C'était Simón Bolívar... Si la nature destructrice du capitalisme s'oppose, nous lutterons contre lui et nous ferons qu'il nous obéisse, nous n'attendrons pas, les bras croisés, la mort de l'humanité. L'histoire nous appelle à l'union et à la lutte. Si le capitalisme résiste, nous sommes obligés d'engager la bataille contre le capitalisme et à ouvrir les chemins du salut de l'espèce humaine...

Cette planète a des milliers de millions d'années, et elle les a vécus sans nous, l'espèce humaine ; elle n'a donc pas besoin de nous pour exister. Mais nous, sans la Terre, si nous cassons la Pachamama, comme dit Evo, comme disent nos frères aborigènes de l'Amérique du Sud, nous ne pouvons pas vivre.

Finalement, monsieur le Président, écoutons Fidel Castro quand il dit : « Une espèce est en danger d'extinction : l'homme ». Écoutons Rosa Luxemburg qui disait c'est « le socialisme ou la barbarie ». Écoutons enfin le Christ Rédempteur : « Bienheureux les pauvres, parce que le royaume des cieux sera pour eux ».

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, soyons capables de faire que cette Terre ne soit pas la tombe de l'humanité, mais qu'elle soit un ciel, un ciel de vie, de paix et de fraternité pour l'espèce humaine.